

A black and white portrait of a man with curly hair, glasses, and a beard, smiling. A large red graphic element, resembling a stylized letter 'R' or a thick bracket, is overlaid on the left side of the image.

ENTRETIEN AVEC


**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

WEST AFRICA OFFICE

ALEX THURSTON

CONDUIT PAR ARMIN OSMANOVIC

ENTRETIEN AVEC ALEX THURSTON

CONDUIT PAR ARMIN OSMANOVIC



IMPRINT

Published by the Rosa-Luxemburg-Stiftung West Africa Regional Office

Author : Armin Osmanovic

Cover & Editorial design : Yessine Ouerghemmi



ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

WEST AFRICA OFFICE

Alex

Thurston est professeur associé à la School of Public and International Affairs de l'Université de Cincinnati. Son dernier ouvrage s'intitule *Jihadists of North Africa and the Sahel* (Cambridge, 2020). Il publie régulièrement des articles dans sa newsletter [Sawahil](#).

L'entretien a été conduit par Armin Osmanovic, directeur du bureau de la Fondation Rosa Luxemburg pour l'Afrique de l'Ouest à Dakar.

L'exécution de la TikTokeuse Mariame Cissé dans le nord du Mali a été particulièrement choquante. Pourquoi la jeune femme a-t-elle été enlevée et tuée par les jihadistes ?

L'explication principale, relayée par les médias et les témoins locaux, est qu'elle a été tuée en raison de ses publications pro-militaires et, selon certains rapports, parce que les jihadistes l'accusaient d'informer l'armée à leur sujet. Après avoir moi-même parcouru une grande partie de ses publications récentes, je soupçonne que les jihadistes l'ont également ciblée en raison de sa popularité plus générale et du style de vie qu'elle montrait — fait de plaisir, de danse, de mode, de fêtes, de fierté locale, etc. Ce mode de vie est en profond décalage, c'est le moins qu'on puisse dire, avec la manière dont les jihadistes exigent que les femmes maliennes se comportent.

Quels sont les objectifs poursuivis par les jihadistes du JNIM au Sahel ? Visent-ils la chute de Bamako, ou y a-t-il autre chose ?

Je trouve leurs objectifs assez opaques. Leur propagande insiste depuis longtemps sur l'expulsion des forces étrangères, le renversement des gouvernements hostiles et la création de leur version d'une société islamique « pure ». Mais je pense qu'il existe un mélange de motivations parmi les dirigeants et les combattants : certains recherchent le profit et le pouvoir, d'autres la vengeance pour les exactions des forces de sécurité, d'autres encore nourrissent des ambitions politiques ; certains ont peut-être rejoint le mouvement par circonstance ou sous la contrainte, et beaucoup sont sans doute réellement engagés idéologiquement.

Il est clair que certains dirigeants et combattants veulent continuer à s'étendre et à ouvrir de nouveaux fronts, et qu'ils s'efforcent de repousser l'armée malienne (et burkinabè) — mais quant à savoir dans quel but ultime, je ne saurais le dire. Peut-être qu'eux-mêmes ne le savent pas ; l'insurrection a désormais sa propre dynamique.

Pensez-vous que les jihadistes soient capables de s'emparer de Bamako ?

Je pense qu'ils manquent probablement de la main-d'œuvre nécessaire pour prendre et tenir Bamako. Certaines estimations avancent qu'ils disposent d'environ 6 000 combattants, ce qui semble trop peu pour vaincre l'armée malienne et ensuite contrôler une ville dont la population est souvent estimée à plus de trois millions d'habitants. À titre de comparaison, la coalition rebelle Séléka, qui s'est emparée de Bangui en 2013, comptait peut-être 20 000 combattants ou plus.

Ainsi, le JNIM pourrait hésiter à tenter de prendre le contrôle de Bamako, préférant laisser se poursuivre le blocus du carburant qu'il impose actuellement. D'un autre côté, lorsque les États se désintègrent véritablement, le processus peut s'accélérer rapidement dans ses phases finales : si le moral de l'armée malienne s'effondre, si les hauts responsables paniquent et fuient, ou si la population civile devient agitée, les conditions pourraient changer au point que le JNIM entre dans la ville sans grande résistance. À ce moment-là, bien sûr, le mouvement se retrouverait confronté à toute une série de nouvelles questions et de nouveaux défis.

Les juntes militaires au Sahel — au Mali, au Burkina Faso et au Niger — semblent impuissantes face aux jihadistes, qui paraissent gagner sur tous les fronts. Le « souverainisme » observé dans d'autres parties de l'Afrique de l'Ouest, comme au Sénégal, n'est-il qu'une coquille vide ?

Oui, je pense que le « souverainisme » des juntes militaires sahéliennes s'est révélé, jusqu'à présent, être davantage de la fanfaronnade que du contenu réel. L'expulsion des forces françaises a représenté une forme de reprise de souveraineté, mais la véritable souveraineté économique reste un rêve lointain.

Au Sénégal, je pense que les nouvelles autorités se trouvent prises entre diverses pressions et obstacles, notamment la crise de la dette publique et le Fonds monétaire international. Et peut-être que le président Dio-

maye Faye et le Premier ministre Ousmane Sonko ont des visions assez différentes de leur mandat et de la voie vers une plus grande souveraineté et un développement accru.

Certains experts de la région affirment souvent que les jihadistes représentent une révolte peule (fulani). Est-ce vrai ?

Non, je pense qu'ils ont véritablement un caractère multiethnique. Il existe certes une forte présence peule, tant au niveau du leadership que des combattants, mais on trouve aussi des Touaregs, des Arabes et, à mesure de leur expansion vers le sud, divers autres groupes ethniques.

Dans sa propagande concernant une grande attaque menée sur Bama en septembre 2024, le JNIM a tenu à souligner que l'un de ses deux commandants de première ligne était Bambara, tandis que l'autre était Peul. Par ailleurs, de nombreux Peuls ont également été victimes, à la fois de l'insurrection elle-même et des forces de sécurité ou des milices communautaires, qui les ciblent parfois collectivement.

Face à la situation au Sahel, qui menace de devenir un second Afghanistan, l'Union européenne — voire l'ancienne puissance coloniale, la France, qui avait réussi à repousser les jihadistes en 2013 — a-t-elle encore un rôle à jouer ?

Si je devais aujourd'hui conseiller l'UE ou la France, je leur recommanderais de garder leurs distances, sur les plans diplomatique et militaire, vis-à-vis de ce conflit. Les interventions européennes et françaises au Mali (antiterrorisme, formation et tentatives d'influencer la gouvernance) n'ont tout simplement pas fonctionné dans les années 2010, en dehors du succès initial de la France qui avait repoussé les jihadistes début 2013.

Je pense certes que toutes les puissances mondiales devraient fournir une aide humanitaire aux pays du Sahel, et même des livraisons de carburant pour aider à surmonter le blocus actuel, mais au-delà de cela, il serait préférable d'adopter une approche attentiste face au conflit dans son ensemble.

Le gouvernement de Bamako reste hostile à la France, et même s'il ne l'était pas, le soutenir artificiellement reviendrait à répéter les nombreuses erreurs commises en Afghanistan. Si le gouvernement tombait aux mains des jihadistes, ce serait un scénario sombre, mais il vaudrait mieux y réagir le moment venu plutôt que de chercher à soutenir ou sauver un gouvernement qui, en fin de compte, est lui-même assez répressif.

